

La Région devrait attribuer 5 millions d'euros à la Carf

En visite à **Menton** pour rencontrer les maires de la Communauté d'agglomération de la Riviera française, le président Christian Estrosi a ouvert les débats quant aux dossiers à soutenir

Ils devaient se retrouver dans les cimes de la Roya. Ils se sont au final réunis face à la mer, dans les salons mentonnais de la villa Serena. En cause, un imprévu dans l'agenda de l'instigateur de l'événement: le président de la Région Paca, Christian Estrosi. Contraint à réduire considérablement le temps de sa visite. Désireux malgré tout de rencontrer les maires de la Communauté d'agglomération de la Riviera française (Carf), hier. Pour élaborer, ensemble, les dossiers économique et d'aménagement du territoire avant la prochaine assemblée plénière de l'institution, en juin prochain.

«Les calculs de la répartition de la population dans la Carf nous laissent à penser que 5 à 6 millions d'euros pourraient vous être attribués. Nous avons un certain abandon à rattraper», lâche Christian Estrosi. Encore très remonté contre la précédente majorité qui n'avait accordé que très peu de Contrats régionaux d'équilibre territorial (Cret) dans les Alpes-Maritimes.

« On attendait ce soutien qui nous a manqué »

Après sa venue à Sciences Po Menton en décembre, celle du vice-président Philippe Tabarot à Breil-sur-Roya en novembre, le patron de la Région ne cache pas ses intentions: réaffirmer sa présence à l'est du territoire. Via un Cret pour les communes de la Carf, donc, qui courra sur trois ans. Mais également le fonds de soutien aux forces de sécurité et le fonds régional d'aménagement du territoire. Sans oublier les aides de l'Europe, obtenables en passant par l'intermédiaire de la Région uni-



Christian Estrosi avait convié les maires de la Carf à une réunion de travail. (Photos Jean-François Ottonello et Franz Chavaroche)

quement.

Rénovation de bâtiments de police ou de gendarmerie, équipement en caméras et en centre de supervision urbaine, mise en place de boutons d'alerte dans les écoles, aménagement d'établissements scolaires, de mairies ou de cimetières... les aides proposées par la Région pourront couvrir toutes sortes de demandes. Et ouvrir davantage l'univers des possibles pour les maires du secteur.

« On attendait ce soutien, qui, dans le passé, nous a manqué », reconnaît le président de la Carf, Patrick Cesari. Nous avons jusqu'à présent bâti des plans pluriannuels d'investis-

sement. Mais nous avons la matière à reconsidérer ce que nous avons fait. C'est une bouffée d'oxygène financière... »

Le premier vice-président de l'intercommunalité, Jean-Claude Guibal, résume les principaux enjeux pour le territoire: « Les habitants de cet espace frontalier sont préoccupés par les transports, avec le tunnel de Tende et la voie ferrée, un vieux problème encore aigu et sensible. Ainsi que par la question – à la fois nationale et locale – des migrants économiques. »

La parole est alors donnée aux maires pour un exposé concret des besoins dans les diverses com-

munes du territoire. « C'est une véritable aubaine financière, amorce Marie-Christine Thouret, maire de Sospel. Le fonds d'aide aux forces de sécurité pourrait être utile, dans le cadre d'une nouvelle orientation de la gendarmerie sur ma commune. C'est un bâtiment insalubre qui n'a pas été entretenu par l'État pendant des années. » Réponse immédiate de Christian Estrosi: « Nous prévoyons d'accompagner l'État. Si, quand vous allez voir le préfet, il vous répond ne pas avoir les moyens, prenez les informations et tournez-vous vers nous. »

Une écotaxe à Tende?

Le maire de Tende, Jean-Pierre Vassallo, a des idées plein la tête. Pourquoi ne pas aider la station de ski de fond de Castérino, seule du département à ne pas fonctionner sous l'égide d'un syndicat mixte? En vue de la réalisation d'un centre de biathlon, par exemple. Pourquoi ne pas aider, non plus, au raccordement des stations d'épuration de Tende et de La Brigue?

Et puis il y a l'Arlésienne: le tunnel de Tende. Dont le percement d'un deuxième tube est en cours. « Il aurait une incidence catastrophique si certaines mesures ne sont pas prises », commente le maire de Breil, André Ipert. Auquel Christian Estrosi répond, en substance, y avoir pensé. « On veut réglementer sur le tonnage, la destination des camions, et on envisage mettre en place une écotaxe. » Des questions qui devraient être évoquées dans le détail lors d'une prochaine venue du président de la Région Paca. Dans la Roya, cette fois-ci.

ALICE ROUSSELOT
arousselot@nicematin.fr

Et le train?

Dans le cadre d'un contrat de plan Etat-Région, la France s'engage à investir 15 millions d'euros dans des travaux de rénovation de la ligne Nice-Breil. C'est acté depuis quelques mois. Mais la question des priorités demeure sur toutes les lèvres. « Ce n'est pas une ligne qui s'arrête à Breil ou à Tende, elle est internationale » rappelle Jean-Pierre Vassallo. André Ipert insiste sur l'importance de la portion Breil-Vintimille dont « l'incidence est réelle pour les gens qui travaillent sur la Côte ». Du côté de la Région, on met les points sur les « i ». « Nice-Cunéo n'a rien à voir avec Nice-Breil. Pour l'heure, on réfléchit surtout à reprendre en régie le tronçon jusqu'à Breil pour ne plus être otages de la SNCF. » « Je sais bien que ça se fera en deux temps, mais il faut pouvoir maintenir l'unité de la vallée avec une même qualité de desserte au nord et au sud », remarque Jean-Claude Guibal. Le maire de l'Escarène, Pierre Donadey, souffle quant à lui l'idée d'assurer des transports hospitaliers en train. Pour relier les maisons de retraite des trois vallées desservies à Nice. « L'arrêt Pont Michel est ensuite à deux pas de l'hôpital Pasteur ! »

